

# LE MONDE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant  
du Rond point Grand Hôtel.  
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196  
E-mail: lemonde\_niger1@yahoo.fr

**D'AUJOURD' HUI**

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

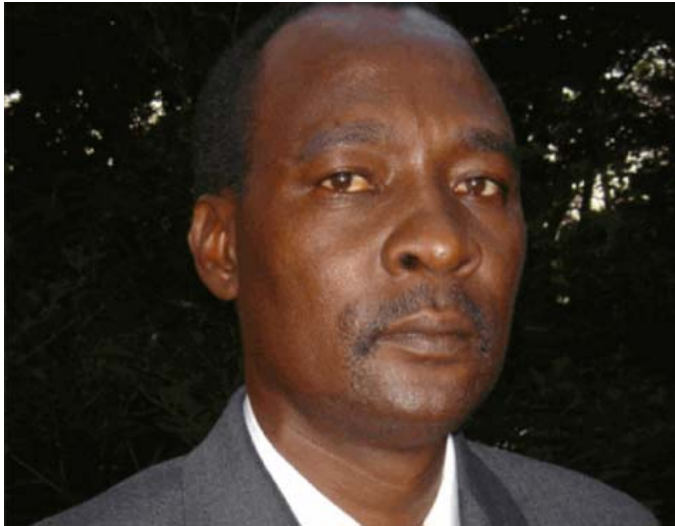
3<sup>ème</sup> année:

N°253 DU MERCREDI  
16 AOUT 2017

PRIX : 300 F

**Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse**

## **Entre Kalla Moutari et Amadou Altiné Qui sera le futur Premier ministre ?**



*M. Kalla Moutari*



*M. Amadou Altiné*

**Déclaration de AMEN-AMIN et conséquences**

# **Issoufou serait dans tous ses états**

**Situation de l'opposant Hama Amadou**

**Le karenbani de Seïni Oumarou**

**Bazoum Mohamed**

**Les raisons de son absence à Dosso**

# Les points sur les i

## Pourquoi au Mali et non au Niger ?

Depuis quelque temps, ce qui reste du Mali est en proie à une folie prononcée d'Ibrahim Boubacar Keita de procéder à une révision constitutionnelle que conteste une écrasante majorité du peuple malien. Malgré les mises en garde et les manifestations gigantesques pour l'amener à prendre conscience de la gravité des périls qu'il fait peser sur la stabilité et la cohésion sociale, il persiste à maintenir son projet et à le conduire à terme. Totalement sourd et muet !

Au Niger, beaucoup de gens pensent – à tort certainement – que le Niger est mieux loti que le Mali. Or, il se trouve que si une partie du territoire malien échappe encore au contrôle des autorités centrales maliennes et que le Niger est entier, il est toutefois incontestable que le Mali est socialement sur des piliers plus solides que notre pays. Pourquoi ? Eh bien, les raisons sont simples.

Le débat sur la folie d'IBK de réviser, quoi qu'il advienne, la Constitution, fait rage. Et ni les manifestations des Maliens, pour le moment pacifiques, ni les appels à la raison, ne semblent l'arrêter. Une étape critique pour le Mali que les religieux et chefs traditionnels maliens ont clairement perçue. Ils n'ont pas attendu de constater le fait accompli pour chercher à éteindre le feu, ils ont préféré l'étouffer, car ne sachant pas quelles proportions le sinistre pourrait prendre, demain. Leur délégation, composée du Haut conseil islamique, de représentants de l'église et des chefs traditionnels, a rencontré IBK le 12 août 2017, pour lui demander de surseoir à son projet et de poursuivre les concertations avec l'opposition. Ils ont pris leurs responsabilités de soupapes de sécurité sociales et le monde entier en est témoin.

Au Niger, une telle initiative est carrément exclue dans le contexte politique actuel. Mahamadou Issoufou s'est tout permis, mais personne, au sein de ce personnel social, n'a levé le moindre petit doigt pour le freiner dans ses élans. Il est vrai que des marabouts, ici et là, ont pris leur courage pour dénoncer les travers et les dérives de la gouvernance de Mahamadou Issoufou. Pourquoi ce silence ? Pour beaucoup de Nigériens, ce silence des religieux et chefs

traditionnels nigériens s'expliquerait par les 4X4 et autres cadeaux distribués aux chefs traditionnels ainsi qu'aux postes de conseillers offerts à de grands ulémas, figures de proue du leadership religieux au Niger.

Il y a quelques années, le Niger recéléait encore de grandes figures, notamment à la tête des chefferies, qui étaient écoutées par tous. Leur arbitrage ne souffrait d'aucune contestation, tant on leur reconnaissait une certaine intégrité et une autorité morale digne de respect. A Agadez, Zinder, Maradi, Tahoua, Tillabéry, Diffa, Dosso et même Niamey, ces personnalités, quoique considérées comme des auxiliaires de l'administration, avaient toujours su garder la distance qu'il faut d'avec la chose publique pour préserver leur autorité. Aujourd'hui, ce qu'on vit est regrettable. Lors des dernières élections générales de 2016, des autorités religieuses et traditionnelles ont été prises en flagrant délit de campagne électorale pour un des candidats à la présidentielle. De quel respect et de quelle autorité peut jouir un chef traditionnel ou un uléma qui prend fait et cause pour un de ses administrés, particulièrement sur le plan politique ?

Le débat doit nécessairement se faire afin que le Niger entier panse ses plaies. Autrement, tout ira à vau-l'eau. Pourquoi devons-nous nous taire et fermer les yeux face à ce mal qui ronge la société nigérienne ? Il faut bien que l'Association des chefs traditionnels et le Haut conseil islamique donnent le tempo en prenant le taureau par les cornes pour définir à leurs membres une ligne de conduite et des limites à ne jamais franchir. Leur responsabilité est si grande dans cette dégradation des rapports sociaux que demain, ils n'auront rien à dire que de subir les propos diffamatoires et dégradants d'une frange de la société, trop choquée et déçue pour accepter de se taire.

La chefferie traditionnelle est le premier garant de nos valeurs sociales. Si elle flanche parce qu'elle aura décidé de prendre parti dans les joutes politiques, ou même de garder le silence face à des dérives perceptibles, c'est que la société

nigérienne est gravement malade. Et lorsqu'une société pourrit par la tête, il n'y a rien à faire, la maladie est incurable.

Garant de valeurs morales que nous enseigne le Coran, le Haut conseil islamique est tout autant responsable que la chefferie traditionnelle dans ce sursaut indispensable. Il doit nécessairement faire en sorte que les valeurs d'honnêteté et d'intégrité, de respect du bien d'autrui et des engagements pris, entre autres, sont constitués la clé de voûte du musulman accompli. Car, si aller régulièrement à la mosquée, accomplir les cinq piliers de l'islam ou aller chaque dimanche à l'église, ne sont pas qu'une simple manifestation de routine pour se donner bonne conscience, le Niger serait probablement un des pays où les deniers et biens publics seraient les mieux gérés. Il n'y aurait pas cette affaire d'avion présidentiel acheté à crédit alors que des provisions budgétaires de plusieurs dizaines de milliards ont été faites ; il n'y a pas non plus ce scandale de 200 milliards. Il n'y aurait pas cette main basse sur 15 000 tonnes d'une aide alimentaire alors que des millions de Nigériens étaient en proie à l'insécurité alimentaire. Il n'y aurait ce wassoso à la Soraz où plus de six milliards de matériels divers ont été dilapidés ; il n'y aurait pas ces indemnités de départ illégales que l'actuel président de l'Assemblée nationale, Ousseini Tinni, et son premier-vice-président, Iro Sani, se sont octroyées en quittant l'Artp [ndlr : Agence de régulation des télécommunications et de la poste]. Bref, la foi en Dieu, qui traduit la crainte de sa rencontre d'avec son Créateur, fait grandement défaut au sein de la société nigérienne. Et s'il faut apprécier à parti de la gestion de la chose publique, il faut bien admettre que pour beaucoup de Nigériens, il s'agit juste de sauver les apparences. En attendant, donc, que l'Association des chefs traditionnels et le Haut conseil islamique nous montrent la voie de l'espoir en s'élevant clairement au-dessus de la mêlée, le Niger suffoque, presque asphyxié par la disparition des soupapes de sécurité sociales.

**Mallami Boucar**

Entre Kalla Moutari et Amadou Altiné

# Qui sera le futur Premier ministre ?

Désormais, la formation d'un nouveau gouvernement n'est plus qu'une question de temps. Selon toutes les informations qui nous parviennent, Brigi Rafini serait, à coup sûr, partant. L'heure est donc aux pronostics sur son probable remplaçant. A ce sujet, essentiellement, deux noms circulent : celui du ministre de la Défense nationale, Kalla Moutari et Amadou Altiné, actuel directeur de Cabinet du ministre des Finances Hassoumi Massoudou dont il serait très proche. Le premier est bien connu des Nigériens tandis que le second est presque un anonyme.

## La carte d'Amadou Altiné

C'est un cadre qui a fait ses preuves pendant 34 années à la BCEAO. On ne lui connaît pas de scandales qui l'éclabousseraient contrairement à la plupart de ses camarades du PNDS-Tarayya. Mais il se trouve qu'il est un « poulin » du ministre Massoudou. Or, celui-ci a déjà un autre « poulin » très haut placé en l'occurrence le président de l'Assemblée nationale, Ousseini Tinni. Les autres barons du parti au pouvoir verront certainement d'un mauvais œil qu'un proche de Hassoumi Massoudou soit nommé à la primature. Et c'est seulement le poids politique du ministre des Finances qui pourrait favoriser la

nomination d'Amadou Altiné comme Premier ministre.

## La carte Bazoum.

Elle semble de plus en plus improbable compte tenu des relations froides entre le ministre de l'Intérieur et président du parti au pouvoir et le Président de la République. Aussi, Bazoum Mohamed n'est pas maniable à merci alors que le Président Issoufou a besoin d'un effacé du genre Brigi Rafini pour exécuter la moindre de ses instructions sans résistance aucune et qui fera profil bas. Bazoum ne peut pas être la personne idéale. Lui, sera capable de dire « non » au chef de l'État qui, hélas, ne supporte plus la contradiction. Car il se voit mériter les mêmes droits politique qu'Issoufou Mahamadou au sein du PNDS-Tarayya dans lequel les deux hommes avaient lutté cote à cote.

## La carte Kalla.

C'est un homme de confiance du Président Issoufou. Il est habitué à la gestion politique pour avoir été gouverneur de Zinder, ministre de la Santé publique avant d'atterrir à la Défense, un portefeuille clef que n'occupera pas qui le voudra en ces temps de guerre contre le terrorisme. C'est donc une personnalité importante du sérail de la Renaissance qui jouit, par-dessus tout, de la confiance du

chef suprême de l'État Issoufou Mahamadou. Aussi, il jouit d'une grande estime auprès des autres alliés de la MRN. Il se dit même qu'il serait à la base du ralliement du MNSD-Nassara de Seyni Oumarou à la majorité présidentielle à travers la solide amitié qui le lie à Abdoul kadri Tidjani, SG du MNSD.

## Les handicaps de Kalla Moutari.

On se rappelle, c'est lui qui a fait sortir de prison des prévenus sans l'aval de la justice pendant qu'il était Gouverneur de la région de Zinder. De ce point de vue, l'on peut soutenir que Kalla Moutari ne s'encombre pas trop du respect de la légalité. Mais cela est-il un handicap pour siéger aux côtés du Président Issoufou ? A vrai dire non, parce que le chef de l'État non plus ne semble être trop porté sur le respect de l'ordre juridique et légal. Donc, le ministre de la Défense ne saurait être recalé

pour une telle raison.

Ainsi, dès lors que le départ de Brigi Rafini de la primature sera effectif, il y a de fortes chances que son successeur ait pour nom : Kalla Moutari. Homme discret, peu bavard et visiblement très prudent, il a réussi à obtenir et garder la confiance du Président Issoufou. Ce qui lui laisse toutes les chances d'être nommé aux hautes fonctions de l'État dont celles qu'il occupe actuellement et peut-être la direction du gouvernement et donc la conduction de la politique nationale.

Une façon de dire que son éventuel challenger Amadou Altiné ne ferait pas le poids devant lui lorsque les deux profils seront posés sur la table présidentielle. De même qu'il est fort possible que Mohamed Bazoum ne revienne pas dans le prochain gouvernement, le gouvernement de Dandadji.

Amadou Bello

## Il faut le dire...

Vraisemblablement, l'opposition nigérienne est lasse de dénoncer, de condamner et de menacer à propos des actes de provocation et de violation de la Constitution d'un Mahamadou Issoufou qui, même sous le coup d'une mise en accusation pour haute trahison, ne recule pas pour poser les fondements du Niger tel qu'il le veut. Modifications de textes par-ci, dissolution de conseils élus par-là, il poursuit son œuvre de remodelage de la République et de la démocratie à son goût. Alors qu'elle n'a pas encore fini avec le refus de Mahamadou Issoufou d'obtempérer à un arrêt de la Cour constitutionnelle, la voici face à un autre coup de même nature, l'intéressé ayant dissout les conseils municipaux de Niamey, dont quatre sur les cinq sont contrôlés par le Moden Fa Lumana Africa de Hama Amadou. Pourquoi ce silence face à une telle récidive ? Le Frdr serait-il à bout de souffle ? Il est bien vrai que, sur plan, Mahamadou Issoufou est imbattable. Mais, faut-il pour autant abandonner la partie et le laisser faire ? N'est-il pas du devoir républicain de l'opposition de le traquer dans ses dérivés et travers ?

Le Niger subit les coups bas d'un boxeur qui ne s'interdit pas, malgré les avertissements maintes fois donnés, de frapper en dessous de la ceinture. AdalRhoubid, qui a été un allié de Mahamadou Issoufou avant de claquer la porte et de choisir le camp de la République et de la démocratie malmenées, a dit, et il est de bon ton de le rappeler, que « La toute-puissance affichée par le régime de Issoufou Mahamadou est une puissance de façade, c'est en réalité un régime faible qui se maintient par l'usage de la force ». Cette force, c'est d'abord le silence de l'opposition face à des faits graves. La vérité la plus cruelle pour le Frdr est que la plupart des acteurs de premier plan fuient leurs responsabilités, s'affichant régulièrement comme des acteurs de seconde zone alors qu'ils sont dans les instances des partis membres. Il n'y a pas de petite ou de grande responsabilité, il n'y a que des responsabilités non assumées ou mal assumées. Membres de bureaux politiques de l'opposition ? 95% d'entre eux ne servent qu'à animer des fadas. Lorsqu'il s'agit d'aller au charbon, ce sont toujours les mêmes têtes qu'on voit. Là se trouve la plus grande faiblesse de l'opposition nigérienne.

GAMBO

## Bazoum Mohamed

### Les raisons de son absence à Dosso

Selon une source bien informée, le président du Pnds Tarayya, Bazoum Mohamed a tenu, au moins, trois réunions politiques avec ses lieutenants les plus fidèles au cours de ses vacances à Zinder, Gouré et Tesker. Toutes ces réunions ont fait cas du pourrissement de la situation entre Bazoum et le Président Issoufou, comme c'en était le cas entre Hama Amadou et le Président Tanja Mamadou en 2006, au début de leurs divergences. Selon toujours la source, il semblerait que Bazoum Mohamed a soigneusement évité d'honorer la fête du 3 août pour ne pas essayer une autre humiliation. La source a indiqué d'ailleurs qu'il ne serait pas le bienvenu à Dosso aux côtés du Président Issoufou Mahamadou qui ne voudrait plus le sentir. C'était donc en connaissance de cause que Bazoum a préféré prendre ses vacances dès le 1<sup>er</sup> août 2017 plutôt que de se faire humilié. Telles sont les raisons qui ex-



pliqueraient l'absence de Bazoum Mohamed à ce grand rendez-vous national, dans la cité des Zarmakoyes de Dosso.

Au cours de ces réunions que le président du Pnds Tarayya a tenues pendant ses vacances, ses fidèles ont juré que Bazoum ne serait pas comme Hama Amadou face à Mamadou Tanja. Aujourd'hui, bon nombre d'observateurs se posent la question de savoir quel est leur pouvoir face au président de la République qui détient tous les pouvoirs... pour broyer leur champion ?

Attendons voir !

Kadegomni

## Situation de l'opposant Hama Amadou

# Le karenbani de Seïni Oumarou

Sans doute très gêné à ne rien faire, depuis plus d'un an qu'il a eu son pompeux titre de «Haut représentant du président de la République» - qui lui donne droit à un traitement de plusieurs millions de francs CFA par mois - le président du Mouvement national pour la société de développement (MNSD-NASSARA), M. Seïni Oumarou, a accordé un entretien au journal burkinabé «Le Pays», la semaine dernière. Dans cet entretien, l'homme n'a rien dit qui ne soit pas connu des Nigériens et du monde entier, sauf que, pour sans doute faire plaisir à son patron Issoufou Mahamadou, il s'est exprimée sur la situation de l'opposant Hama Amadou.

Le président du MNSD-NASSARA a consacré l'essentiel de son entretien avec le journal «Le Pays» à parler des rapports entre Hama Amadou et le président Issoufou Mahamadou. Comme si l'homme a encore un problème de conscience par rapport au choix que lui et certains de ses camarades du parti ont fait de rallier un pouvoir qu'ils ont vivement contesté le lendemain des élections présidentielles de février et mars 2016, Seïni Oumarou est encore revenu sur les raisons qu'ils avaient avancées pour justifier leur volte-face. Il lui a seulement manqué le courage d'expliquer au journaliste qu'aucune des situations qu'ils ont prétendu aider à régler, en se rendant avec armes et bagages dans les bras du président Issoufou Mahamadou, n'a connu une évolution positive depuis leur ralliement au pouvoir. Les Nigériens ont constaté que Seïni Oumarou et ses amis n'ont pu aider le président Issoufou Mahamadou ni à régler le problème de sécurité auquel fait face le Niger, ni à améliorer la gouvernance économique, politique et sociale de son pouvoir. Non seulement les attaques terroristes ont continué à endeuiller des familles nigériennes, avec même une prise d'otages de près d'une quarantaine de personnes, mais aussi des actes de mauvaises gestion se sont multipliés et les violations des lois et des libertés individuelles et collectives ont augmenté d'intensité. Si le vrai souci de Seïni Oumarou et de ses amis était réel-

lement d'aider le régime du président Issoufou à mieux en prendre en compte les préoccupations des Nigériens, le président du MNSD-NASSARA allait forcément profiter de son entretien avec le journal burkinabé pour dresser un bilan de leur participation à la gestion du pouvoir et reconnaître publiquement que la situation n'a pas véritablement changé depuis leur arrivée. Mais les Nigériens, eux, savent les réelles motivations qui ont guidé les responsables du MNSD-NASSARA qui ont décidé de se rallier au président Issoufou Mahamadou. Et certains cadres du MNSD-NASSARA, dont le secrétaire à la communication du parti Issoufou Tamboura, n'ont pas hésité à crier au scandale quand la décision avait été prise. Sans les nommer, Seïni Oumarou a indiqué que «plusieurs personnalités» ont voulu que le MNSD-NASSARA se rallie au Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA) du président Issoufou Mahamadou dès la proclamation des résultats du premier tour de la présidentielle, mais qu'à l'époque le MNSD-NASSARA était lié au protocole d'accord de la Coalition pour l'Alternance (COPA 2016). Là aussi, pour de nombreux observateurs et analystes de la scène politique, le président du MNSD-NASSARA n'annonce aucun secret puisque depuis la proclamation des résultats de ce premier tour où il s'est retrouvé à la troisième place, donc exclu de la course pour le second tour, il avait



commencé à faire montre de peu d'engagement dans le combat que menait l'opposition au président Issoufou Mahamadou. Des personnes sans doute au parfum de ses fréquentations avaient déjà commencé à attirer l'attention des autres leaders de l'opposition sur les risques que lui Seïni Oumarou ne les abandonne pour rejoindre le président Issoufou Mahamadou. La suite des événements a d'ailleurs donné raison à ceux qui avaient ces sentiments car la COPA, dont lui Seïni était le leader, a sombré dans un silence inexplicable par rapport au refus du pouvoir de permettre à l'opposant Hama Amadou, qualifié pour le second tour, de sortir de prison pour battre campagne. Et c'est sans surprise que l'opinion publique a appris qu'une délégation de la COPA, conduite par le même Seïni Oumarou, s'est rendu à la prison civile de Filingué pour demander à Hama Amadou de retirer sa candidature pour que lui Seïni Oumarou affronte Issoufou Mahamadou au second tour de la présidentielle.

**Qui peut s'étonner que Seïni Oumarou dise n'avoir aucun contact avec Hama Amadou ?**

«Nous n'avons aucun contact avec Hama sur le plan politique», disait Seïni Oumarou dans son entretien au journal «Le Pays». Pour les responsables et militants de l'opposition, il n'y a rien de surprenant que Seïni Oumarou dise n'avoir aucun contact politique avec Hama Amadou. De quel contact lui Hama Amadou a encore besoin avec un homme qu'il a fait venir sur la scène politique et qui semble décidé à ne comploter que contre lui ? Ce sont plutôt les nouveaux amis de Seïni Oumarou qui ont sans doute été agréablement surpris d'entendre qu'il n'entretient aucun contact avec leur ennemi juré. Reste à savoir s'ils vont sincèrement le croire, sachant eux-mêmes qu'il est loin d'être un politicien digne de confiance. Comment le président Issoufou et ses camarades du PNDS-TARAYYA - qui ont connu Seïni Oumarou dans les bras de Hama Amadou et qui ont vu comment ce même Seïni Oumarou est en train de se comporter vis-à-vis du même Hama Amadou - peuvent-ils lui faire entièrement confiance ? Sans doute qu'ils l'ont à l'œil et se préparent bien à l'écraser le jour où il osera leur fausser le chemin.

**Dan Lamso**

### Déclaration de AMEN-AMIN et conséquences

## Issoufou serait dans tous ses états

Suite à la visite qu'a effectué le Président Mahamadou Issoufou pour s'enquérir de l'avancement des travaux de Gountou Yéna et à l'immeuble BDRN, il y a quelques semaines, le président de AMEN-AMIN et ministre d'Etat, ministre des transports, pensait rencontrer le président de la République par personne interposée. C'est ce que nous a confié une source digne de foi. Malheureusement, cette rencontre n'a

pas eu lieu. Et comme c'est la petite goutte d'eau qui fait déborder le vase, la déclaration du parti de Ladan Tchiana, le mercredi 9 août 2017 qui correspond au 2<sup>e</sup> anniversaire de la création du parti, aurait mis le Président Issoufou Mahamadou dans tous ses états. Il semble, selon des sources bien informées, que des dossiers concernant le ministre d'Etat Ladan sont en train d'être activés au niveau

des juridiction et que tous les cadres de son parti qui sont impliqués dans des affaires de mauvaise gestion des deniers publics seront poursuivis à tous les niveaux. C'est pour dire que bientôt, le concassage de AMEN-AMIN sera à l'ordre du jour. Les mêmes sources indiquent que la présidente des femmes AMEN-AMIN serait la première à faire une déclaration fracassante qui sera fatale au

parti de Ladan Tchiana. Selon toujours les mêmes sources, après la déclaration de AMEN-AMIN, le 9 août, une réunion de l'entourage de Mahamadou Issoufou a décidé que Massoudou parle à Ladan. Il y aurait eu un échange de coup de fil entre les deux ministres ; échange au cours duquel Massoudou aurait fait comprendre à Ladan qu'il doit faire

**Suite page 5**

Déclaration du parti AMEN-AMIN sur le limoge de ses maires

## Les jérémiades du ministre Omar Hamidou Tchiana et ses amis

Profitant de la célébration du deuxième anniversaire de sa création, le parti Alliance des mouvements pour l'émergence du Niger (AMEN-AMIN) a publié une déclaration la semaine dernière. Dans cette déclaration, le parti du ministre d'État des transports Omar Hamidou Tchiana dit Ladan s'est exprimé sur plusieurs sujets de la vie de la Nation. C'est ainsi qu'il s'est exprimé sur le cas de ses trois maires qui ont été récemment limogés. Il s'agit de celle de la commune urbaine de Kollo balayée par une motion de défiance votée par ses collègues conseillers, dont ceux du principal parti au pouvoir, ainsi que celui de la commune rurale de Karma et celui du Conseil de ville de Niamey, tous deux limogés par des conseils des ministres présidés par le président Issoufou Mahamadou. «Nous

constatons avec amertume que nos élus sont l'objet d'un ciblage particulier comme en témoigne la motion de défiance contre la maire de Kollo orchestrée par un parti de la majorité présidentielle et la révocation des maires de Karma et de Niamey à l'issue d'inspections sans rapport contradictoire», s'est offusqué le parti du ministre Omar Hamidou Tchiana. Mais cette partie de la déclaration du parti AMEN-AMIN a sans doute fait sourire de nombreux Nigériens qui se rappellent du zèle avec lequel ce parti et son président se sont impliqués dans la campagne des élections présidentielles de 2016 où, dès le premier tour, ils avaient soutenu le candidat Issoufou Mahamadou. Pensant faire mal au candidat Hama Amadou dont ils ont été exclus du parti deux ans plus tôt, Omar Hamidou Tchiana et ses



camarades ont battu campagne plus que certains cadres et militants du PNDS-TARAYYA pour faire réélire le président Issoufou Mahamadou. Aujourd'hui que le même président Issoufou Mahamadou et son parti se retournent contre eux, le ministre Tchiana et ses amis d'AMEN-AMIN ne doivent se plaindre que d'eux-mêmes et prendre leur mal en patience. En réaffirmant,

malgré tout le calvaire qu'on leur fait subir, leur appartenance à la majorité au pouvoir, ils ne surprennent d'ailleurs personne. Connaissant le degré de vengeance de leurs alliés du PNDS-TARAYYA, ils savent à quoi ils s'exposent si jamais ils osent rompre la douloureuse relation. Qu'ils arrêtent donc de se plaindre inutilement !

**Oumar Aboubacar Mohamed**

Parti Amen Amin de Ladan Tchiana

# La grosse désillusion

A l'occasion de la célébration du 2<sup>e</sup> anniversaire de la création de son parti, le ministre d'État des Transports, Oumarou Hamidou Tchiana dit Ladan, a souligné sans détours dans son discours circonstanciel, une chasse aux sorcières dont seraient victimes les cadres de son parti au sein de la Mouvance pour la renaissance (MRN), la coalition des partis qui soutiennent l'action du

président Issoufou Mahamadou. Il a indexé plus particulièrement, sans le citer nommément, un parti de ladite la MRN. L'on n'a pas besoin de se fatiguer les méninges pour savoir de quelle structure politique de la mouvance il s'agit. Lorsqu'il évoque le cas de la mairesse de Kollo, son propre fief électoral, qui a été évincée par les conseillers pour avoir exigé tout simplement

de ces derniers la régularisation de leurs dettes vis-à-vis de la collectivité territoriale ; lorsqu'il parle de son maire qui a été remercié à Karma ; lorsqu'il cite le cas du maire central de Niamey, Assane Seydou, qui vient d'être récemment chassé de son siège par décret pris en conseil des ministres, l'on n'a pas besoin de réfléchir longtemps pour savoir la provenance des coups.

reux dossier judiciaire de "suppositions de bébés" importés du Nigéria, a eu à occuper ledit portefeuille. Qui a une emprise sur les communes ? C'est encore le ministère de l'Intérieur. Ladan Tchiana a manqué de courage politique pour dire clairement que c'est le PNDS Tarayya, le principal parti de la majorité, qui leur joue les coups fourrés. Et certainement que ce n'est encore pas fini. Il y en aura d'autres avec le temps tant que son parti restera dans la MRN comme il l'a laissé entendre. Lorsqu'on est en alliance avec les Tarayyistes, on doit subir et se taire, on doit accepter la révocation de ses cadres à un moment ou un autre du parcours et faire profil bas. Oser lever la tête et hausser le ton devant eux, c'est s'exposer à de représailles plus graves. Ladan Tchiana l'a fait. Il doit se dire qu'il est désormais dans le viseur des roséens. D'autres alliés du PNDS ont connu la désillusion avant son parti Amen Amin.

### Suite de la page 4

attention. Ce n'est pas parce qu'il a été propulsé ministre d'État qu'il pense que tout lui est permis, lui aurait-il lancé sans ambages. Avec des mots durs que Le Monde d'Aujourd'hui se garde de rapporter, Massoudou a dit à son interlocuteur qu'il ne mérite pas en réalité ce portefeuille ministériel et qu'il l'a simplement obtenu par reconnaissance pour service rendu. Même si par ailleurs, il a été incapable d'accomplir la mission de détruire Hama Amadou. Massoudou, qui n'a pas sa langue dans la poche, lui aurait par conséquent dit qu'il a intérêt à rester tranquille. Il lui a souligné

que si réellement il était courageux après cette déclaration, il devrait claquer la porte de la mouvance et ça serait à eux d'en tirer les conséquences. Pour faire bonne mesure, il lui a rappelé que le Pnds Tarayya a claqué la porte de l'AFC en 1994 en lui notifiant que c'est ça le courage politique qui montre à votre allié que vous ne jouez pas. Il est temps maintenant de mettre les pendules à l'heure avec tous ceux qui pensent qu'ils sont frustrés au sein de cette mouvance, lui aurait-il dit en substance car personne n'est obligée de rester ou de nous donner des leçons par rapport à notre gouvernance. **Kadegomni**

Qui des alliés de la MRN dispose-t-il d'autant de pouvoir pour se permettre ce genre de coups bas ? Ladan Tchiana n'a pas explicitement mentionné le nom du parti en question, mais les analystes politiques ont vite deviné la direction dans laquelle est orientée son indexe. Le cadre de quel parti allié de la majorité a-t-il dirigé le ministère de l'Intérieur ? Aucun parti politique allié n'a eu ce privilège depuis le début de la deuxième mandature du président Issoufou. C'est seulement sous le premier mandat de Issoufou que l'ancien ministre d'État, Abdou Labo, actuellement en prison dans le cadre du sulfu-

**Tawèye**

## Attaque au Burkina : 7 Burkinabè et 8 étrangers parmi les 15 corps identifiés

**Au Burkina Faso, l'attaque qui a eu lieu dans la soirée de dimanche, a fait au moins 18 morts. Joint par RFI, Alpha Barry, ministre burkinabè des Affaires étrangères, confirme que parmi les 15 corps de victimes identifiées, sept sont Burkinabè. Il fait état de huit nationalités : «Un Français, un Sénégalais, un Nigérian, deux Koweïtiens, un Libanais, un Turc et une citoyenne canadienne». Alpha Barry a également précisé, concernant les deux assaillants, neutralisés sur place, que leur nationalité n'est, pour le moment, pas connue et qu'aucun document n'a été trouvé sur eux.**

## Attaque de Ouagadougou: un mode opératoire tristement familier au Sahel

**L'attaque qui a touché la capitale du Burkina Faso dans la nuit de dimanche à lundi n'a pas été revendiquée. Le mode opératoire ressemble cependant beaucoup à celui de l'assaut lancé par des terroristes sur le café Capuccino, en janvier 2016. Retour sur les attentats jihadistes ayant visé des étrangers dans le Sahel.**

Une nuit de cauchemar comme celle-ci, Ouagadougou en a déjà vécue en janvier 2016. Des terroristes avaient alors pris d'assaut le **café Capuccino**, puis un autre bar et enfin un hôtel. Trente personnes avaient été tuées dans cette attaque revendiquée quelques jours plus tard par al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

En mars, les enquêteurs burkinabè ont affirmé avoir identifié le commanditaire de cette attaque : il s'agirait d'**Ould Nouiny, alias El Hassan, émir du groupe al-Mourabitoune de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar**, un allié d'Aqmi.

**Aqmi, al-Mourabitoune et les anciens d'Ansar Dine**

Selon les enquêteurs, deux des organisateurs présumés de ces attentats de janvier - aujourd'hui en détention - sont aussi impliqués dans **l'attaque de la cité balnéaire ivoirienne de Grand Bassam, le 13 mars 2016**, au cours de laquelle 19 personnes avaient été tuées.

Le Mali voisin a, lui aussi, connu une série d'attentats qui peuvent rappeler le scénario de l'attaque de cette nuit sur le **café Aziz-Istanbul** de Ouagadougou. La dernière en date, le **dimanche 18 juin dernier, a touché le campement de Kangaba**, à la sortie de Bamako. Cinq personnes avaient alors été tuées.

Les témoins ont raconté que les assaillants cherchaient en priorité à viser « *des Blancs* ». Cette attaque a par la suite été revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, l'alliance terroriste dirigée par **Iyad ag Ghali**, l'ancien leader d'Ansar Dine. La première des attaques de ce genre, à Bamako, remonte au 7 mars 2015. C'est alors le **bar-restaurant La Terrasse** qui est visé par cet attentat, le premier du genre **depuis le début de l'intervention militaire française dans le pays**. Cinq personnes sont tuées dans cette attaque **revendiquée par le groupe al-Morabitoune**.

C'est aussi ce groupe qui revendiquera - conjointement avec Aqmi cette fois - l'attaque du 20 novembre 2015 contre l'hôtel **Raddison Blu** de Bamako. Vingt personnes avaient été tuées lors de cette attaque.

« **Ce n'est pas si surprenant** »

Après l'attaque du restaurant Capuccino, en janvier 2016, faut-il être surpris par cette nouvelle attaque au cœur de la capitale burkinabè ? Ce n'est pas le cas de Cynthia Ohayon, analyste sur le Burkina chez International Crisis Group, jointe par RFI.

« *D'un côté, c'est une menace qui existe pour le Burkina depuis maintenant depuis plusieurs années et qui existe d'ailleurs aussi dans la région. Je rappelle l'attaque du campement Kangaba, à Bamako, assez récemment, qui nous a rappelé que la menace était toujours là. Dans le cas du Burkina, on avait une relative accalmie. Le seul et dernier attentat qui a frappé la capitale, c'était il y a un peu plus d'un an et demi. Effectivement cette dernière attaque vient rappeler que la menace est toujours là et c'est quelque chose qui n'est pas si surprenant que ça* », a-t-elle rappelé.

Sur le dispositif sécuritaire qui avait été

renforcé après l'attaque, similaire, contre le Capuccino, à Ouagadougou, Cynthia Ohayon, pense que le dispositif a été globalement maintenu et que les autorités sont conscientes que la menace est toujours là. En même temps, la vigilance a peut-être diminué en raison de l'accalmie mais, souligne-t-elle, il est très difficile de déjouer ce genre d'attaques.

« *Je connaissais bien le café qui a été frappé [Aziz-Istanbul] et je me souviens très bien qu'il y avait un homme armé devant, en permanence, mais voilà. Cela montre bien que renforcer le dispositif sécuritaire n'empêche pas les menaces et que les groupes trouvent, en fait, toujours les moyens de contourner ces dispositifs sécuritaires* », a soutenu Cynthia Ohayon, analyste sur le Burkina chez International Crisis Group.

Par RFI

## Publication des résultats globaux de l'évaluation des enseignants craie en main

Le ministre en charge de l'enseignement primaire Daouda Marthé a rendu public le vendredi 11 Août 2017 en présence des ministères concernés et tous les partenaires de l'éducation. «Les résultats globaux de l'évaluation des enseignants contractuels craie en main organisée sur toute l'étendue du territoire national depuis le 15 juillet dernier. Selon le ministre, nous avons 56.444 enseignants qui ont composé sur les 56.444 enseignants, 18.937 enseignants seulement ont obtenu la moyenne de 10/20 Français et Maths réunis, soit un taux de 33,06% jugé satisfaisant puisque sur les 3177 il n'y avait que 18% qui ont obtenus leur moyenne, malgré que nous avons 1/3 des participants. Ceux qui ont obtenus une moyenne supérieure ou égale à 5/20 et inférieure à 10/20 sur l'ensemble du Niger, ils sont 26676 qui représentent 47,3% des effectifs de ceux qui ont composé. Ceux qui ont une moyenne comprise entre 0 à 5, ils sont 11466 enseignants soit 20,3%. Ceux qui ont 4 sont 7207, ceux qui ont 3 sont 4025, ceux qui ont 2 sont 1837, ceux qui ont une note comprise entre 0 et 1 c'est-à-dire qui n'ont même pas encore 1 sont 567 et ceux qui ont 0 sont 78. La région la mieux placée sur celles qui ont obtenues la moyenne est Tillabéry avec 45,3%, la moins performante est Diffa avec 16,2% d'enseignants qui ont obtenus la moyenne. Les enseignants qui n'ont pas été formés ont été plus performants que ceux



qui ont été formés» dit le ministre. Après cette publication, le sort réservé aux enseignants qui ont refusé de déposer leurs dossiers, de même pour ceux qui ont délibérément refusé de composer est ainsi connu. Ils sont considérés comme détenteurs de faux diplômes après authentification, ceux à qui on avait demandé de présenter des relevés de note, tous seront considérés comme licenciés pour faute lourde sans préavis. Quant aux enseignants qui ont une note comprise entre 0 à 3, ils verront leurs contrats résiliés au sortie du système éducatif et seront pris en charge au ministère de formation professionnelle pour une formation afin de leur donner une autre fonction que celle de l'enseignement affirme le promoteur de l'évaluation Daouda Mamadou Marthé. **Ousseina Hassoumi**

**Dissolution des entités décentralisées de Niamey**

# Un autre coup de force d'Issoufou contre la démocratie !

Les velléités hégémoniques du régime de Mahamadou Issoufou connaissent un nouveau tournant avec la dissolution du conseil de ville et des 5 arrondissements communaux de Niamey, lors du dernier conseil des ministres du jeudi 10 Août 2017 dernier. En lieu et place, le gouvernement a annoncé la création prochaine de délégations spéciales pour assurer la continuité des missions des organes dissouts. Les autres conseils communaux et régionaux du pays sont laissés en sursis. Pour combien de temps ? Il est difficile de répondre à la question. Ils vont certainement être gérés au cas par cas, en fonction de la tronche des mandats des élus qui les animent et qui ont bénéficié d'une nouvelle prorogation de 6 mois à compter du 17 août prochain. Après Bilma dont le conseil municipal a été balayé d'un revers de main il n'y a pas très longtemps, c'est au tour de la capitale de subir le courroux des notables roses du PNDS-Tarayya. D'autant que cette mesure de congédiement non motivée des élus de proximité est initiée par Bazoum Mohamed, ministre d'Etat en charge de l'Intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses, même si par ailleurs la décision est prise de façon collégiale. Pourquoi Niamey uniquement ? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas dissout, en même temps, tous les conseils communaux et régionaux du pays, alors que les élus qui les animent sont tous aussi en situation de dépassement de mandats depuis longtemps ? C'est le caractère injuste de la mesure vis-à-vis des conseils de la capitale. A moins évidemment que les faits reprochés aux élus locaux de Niamey soient d'une gravité intolérable. Il est, certes, vrai que les textes régissant le processus de décentralisation au Niger prévoit la possibilité de proroger les mandats des conseillers un certain nombre de fois, mais dès l'avant dernière prorogation intervenue en janvier dernier, nous avons perçu à travers l'initiative une certaine volonté du gouvernement de se débarrasser progressivement des conseils communaux et régionaux pour les remplacer d'autres organes dont les animateurs seront nommés et non élus. En violation de l'esprit et de la lettre de la politique de décentralisation, qui implique obligatoirement

l'organisation d'élections pour permettre aux populations à la base de choisir directement les femmes et les hommes chargés de conduire les affaires de leurs communes durant un mandat limité. Maintenant, si des problèmes de gestion des entités par certains maires et leurs proches collaborateurs interviennent en cours de mandat, le mécanisme démocratique qui sied, c'est de chercher à éjecter le maire indélicat par une motion de défiance. On nous rétorquera certainement que ce mécanisme n'est pas toujours fiable à cause des pratiques corruptives qui ont gangrené tous les rouages de l'Etat nigérien au cours de ces six dernières années. Nous sommes parfaitement d'accord avec le constat. Quand un responsable élu d'institution est menacé de destitution par ses pairs, il fait systématiquement recours à la corruption afin que le processus ne puisse pas aboutir. Et ça marche généralement à tous les coups. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour se mettre à démanteler à tour de bras des institutions animées par des élus du peuple alors que le président de la République, qui entérine les actes à l'issue des conseils de ministre, tire lui-même sa légitimité de son statut d' élu du peuple. La seule différence, c'est que lui est élu à l'échelle du territoire national tandis que les autres l'ont été dans des circonscriptions électorales. Y compris les élus qui siègent actuellement au parlement. Même si par ailleurs la loi leur a conféré le titre de députés national. Quand, à l'issue d'inspections de finances, il est dûment constaté que des maires gèrent mal leurs entités ou posent des actes de malversations avérées, la procédure qui doit normalement être privilégiée consiste à les débarquer de leurs fauteuils et les livrer à la justice afin qu'ils répondent des actes dont ils sont accusés dans l'exercice de leurs fonctions. Si l'on contourne cette procédure pour emprunter le raccourci parce que la loi le permet, il y a lieu de s'en inquiéter. Par ces actes sournois, le régime de Mahamadou Issoufou tend inexorablement vers une remise en cause totale de la démocratie, qui suppose l'organisation d'élections lorsque les mandats des élus des institutions démocratiques arrivent à terme, en vue de leur renouvellement. Or, quand on



analyse objectivement les faits qui sont en train d'être posés par ledit régime, le constat qui saute à l'œil est flagrant : il refuse délibérément d'organiser des élections (les communales et la législative partielle de Maradi) et il chasse, sans ménagement, des élus locaux en vue de les remplacer probablement par des militants de la majorité. Où est la différence avec le régime d'exception du défunt Seyni Kountché, qui était accusé de dictatorial par l'actuel président Issoufou Mahamadou et ses camarades au moment où ils se réunissaient clandestinement, comme ils ont l'habitude de le marteler à l'opinion, pour parler politique.

Tawèye

## LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /  
NIF:297 59/S**

*E-mail : [lemonde\\_niger1@yahoo.fr](mailto:lemonde_niger1@yahoo.fr)*

**Directeur de publication**  
**Ibrahim A. YERO**  
CEL : 90.06.78.46

**Directeur Commercial**  
**Inoussa DICKO**  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

**Conception & Composition**  
**LE MONDE D'AUJOURD'HUI**  
Tirage : 1 500 Exemplaires sur  
les presses de la G.I.N

**Extrait de l'ordonnance 2010-035 du 04 juin 2010 portant régime de la liberté de presse au Niger**

**CHAPITRE X : Des poursuites et de la répression**

**SECTION I : Des personnes responsables des crimes et délits commis par voie de presse**

**Article 67 :** En matière de délit de presse, la détention préventive est interdite. Le juge ne peut décerner ni un mandat de dépôt ni un mandat d'arrêt.

**NO COMMENT !**



**M. Ali Soumana, Fondateur de l'Hebdomadaire le Courrier arrêté depuis le 29 juin 2017 et déporté à Filingué**